

M. Hollande privilégie les économies à l'écologie

LE MONDE | 03.07.2013 à 10h58 • Mis à jour le 03.07.2013 à 12h19 | Par Marie-Béatrice Baudet et Laurence Caramel

Chassez le naturel, il revient au galop. En dépit des beaux discours prononcés lors de la conférence environnementale des 14 et 15 septembre 2012, ni [François Hollande](#), ni Jean-Marc Ayrault ne sont des écologistes convaincus. Ils incarnent cette génération de socialistes habitués à [sous-traiter](#) l'environnement aux Verts. Persuadés, et encore plus en période de tempête économique, que la prise en compte des enjeux écologiques est une contrainte. En mars dernier, le PS s'était ainsi montré incapable de [voter](#) sur un texte de référence "écologique", proposé par [Laurence Rossignol](#), secrétaire nationale chargée de ces questions.

En clair, François Hollande n'est toujours pas certain que la transition écologique peut être un levier pour [sortir](#) de la crise. Obsédé par l'inversion de la courbe du chômage, le chef de l'Etat ne voit pas l'intérêt de réorienter sa [politique](#) vers la croissance verte. Un terme d'ailleurs de plus en plus absent de ses déclarations. Le budget du ministère de l'écologie a donc pu être sacrifié tandis que celui du ministère du travail est conforté pour [lancer](#) la bataille du traitement [social](#) des demandeurs d'[emploi](#).

Ce n'est donc pas un hasard si les deux hommes ont choisi d'abord [Nicole Bricq](#) puis [Delphine Batho](#), deux novices sans poids politique pour [occuper](#) un ministère amputé du [logement](#) et rétrogradé dans la hiérarchie gouvernementale. [Nicolas Sarkozy](#) avait taillé un "super portefeuille" à [Jean-Louis Borloo](#) élevé au rang de ministre d'Etat et avait auprès de lui une Chantal Jouanno capable de [peser](#) face aux autres conseillers de la présidence.

Rien de tel aujourd'hui. Les seules voix susceptibles d'[alerter](#) l'opinion sur le changement climatique et l'érosion des ressources de la [planète](#) ont été habilement neutralisées. En échange de leurs tickets d'entrée au gouvernement, [EELV](#) avale les couleuvres, l'une après l'autre – des tergiversations sur la fermeture de la centrale de Fessenheim à la gestion musclée du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes défendu sans concession par [Jean-Marc Ayrault](#).

Nicolas Hulot, l'une des personnalités préférées des Français, a, lui, été nommé "Envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète". Même s'il a critiqué, mercredi 3 juillet, l'éviction de Delphine Batho – "[Faire descendre le conducteur du train au moment où s'achève le débat national sur la transition énergétique est irrespectueux pour tous ceux qui y ont participé. Cela ne va pas faciliter ma tâche. J'ai besoin de montrer que la France est exemplaire.](#)" –, il avance fréquemment aux sollicitations d'interviews qui lui sont faites, "[son devoir de réserve](#)".

Il ne reste que les ONG et quelques députés PS dont [Jean-Paul Chanteguet](#), président de la commission du développement durable à l'Assemblée nationale pour [rappeler](#) les deux têtes de l'exécutif à leurs engagements. Mardi 4 juin, le groupe PS

et les députés verts ont adopté une résolution "Pour une fiscalité écologique au coeur d'un [développement durable](#)", réclamant des mesures dès le projet de loi de [finances](#) 2014.

Continuant à [faire](#) de la politique, François Hollande et Jean-Marc Ayrault ont choisi le député PS du Gers Philippe Martin pour succéder à Delphine Batho. Ecolo-compatible, ami de longue date de José Bové, le nouveau ministre est là pour [rassurer](#) les défenseurs de l'environnement et éteindre l'incendie. D'ici quelques semaines, il saura s'il doit sa nomination à une faute de parcours de Delphine Batho, sanctionnée officiellement pour non-solidarité gouvernementale ou à une mise entre parenthèses (durable) des engagements écologiques du président de la République. Fiscalité sur le diesel, [gaz de schiste](#), fermeture de Fessenheim... Les arbitrages permettront d'en [juger](#).